



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1163>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2007 - N° 1076 - mai 2007 -

Date de mise en ligne : jeudi 31 mai 2007

Description :

Petite chronique entre deux élections.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le candidat Sarkozy n'arrête pas de dire qu'il veut remettre la France au travail et que ceux qui veulent gagner plus n'auront qu'à travailler plus. Outre le fait que ce ne sont pas les salariés mais leurs employeurs qui décident de la durée de leur travail, outre que nombreux sont ceux et celles qui, bénéficiant d'un temps partiel imposé, souhaiteraient avoir un emploi à plein temps, encore faudrait-il qu'il y ait plus d'emplois. Or c'est tout le contraire. Il y a en permanence de nombreuses suppressions d'emplois, y compris dans les secteurs utilisant des technologies de pointe.

Et le problème n'est pas spécifiquement français comme on voudrait nous le faire croire, mais mondial. Voici quelques exemples, en plus des très médiatisées suppressions de postes chez Airbus :

â€” En France :

" le nombre de salariés de l'industrie du textile, qui emploie 93.000 personnes, a perdu, en 2006 comme en 2005, entre 7.000 et 8.000 emplois [1]. Une centaine de sociétés ont aussi disparu. Le secteur de l'habillement qui employait 176.000 salariés en 1996 n'en comptait plus que 82.000 en 2006. Globalement les secteurs du textile, de l'habillement et du cuir, qui emploient aujourd'hui près de 200.000 personnes, vont perdre entre 40.000 et 50.000 postes dans les cinq prochaines années.

" IBM supprimera, d'ici cet été, 200 emplois en plus des 45 déjà prévus à la suite de la vente de la division imprimante à Ricoh [2].

" Alcatel-Lucent va supprimer 1.468 emplois dont 435 dans l'Ouest [2].

" Et on attend quelque 200.000 suppressions d'emplois dans la grande distribution, soit la moitié des effectifs employés aujourd'hui, après la mise en place des caisses automatiques et, plus généralement, l'automatisation des services [3].

â€” Au Royaume-Uni :

" Prudential, le N°2 britannique de l'assurance vie, s'apprête à supprimer 3.000 emplois : 2.000 en Grande-Bretagne, soit 43% de ses effectifs dans le pays et 1.000... à Bombay, c'est-à-dire la moitié de ses salariés en Inde où il avait délocalisé une grande partie de ses activités [4]. En 2006, Prudential avait déjà fermé trois sites en Grande-Bretagne pour se redéployer en Inde !

â€” Aux Pays-Bas :

" Le groupe néerlandais de messagerie et de courrier TNT (le successeur de l'opérateur historique néerlandais) a annoncé qu'il va supprimer 6.500 à 7.000 emplois d'ici à 2010, et 11.000 s'il ne parvient pas à un accord sur la flexibilité du travail [5].

â€” En Belgique :

" Le constructeur d'automobile allemand Opel a annoncé un plan de restructuration qui doit se traduire par la suppression de 1.400 emplois sur les 4.500 que compte son usine à Anvers [1].

â€” En Espagne :

" La direction de SEAT, filiale espagnole de Volkswagen, a signé un accord avec les syndicats entérinant la réduction de 10% de ses effectifs, soit 1.600 postes [6].

â€” En Allemagne :

" Le groupe pharmaceutique Bayer Health Care va réduire de 10% (6.100 emplois) son effectif total, suite à sa fusion avec son concurrent Schering, allemand lui aussi [7]. Les "compressions" de postes toucheront principalement l'Europe (3.150 dont 136 en France sur 909), les États-Unis (1.000), l'Asie (750), l'Amérique latine et le Canada (1.200).

Elles concerneront la recherche et le développement (1.400), les centres de production (1.850) et les fonctions administratives (2.850).

Mais où est passé le consensus de Barcelone ?

" Après le rachat de l'assureur suisse Winterthur, le groupe d'assurances AXA va supprimer, d'ici à 2010, 1.200 emplois, soit 10% de l'effectif total du groupe fusionné [6].

" Opel a annoncé un plan de restructuration qui doit se traduire par la suppression de 1.400 emplois sur les 4.500 que compte son usine belge à Anvers [1].

Optimisme allemand

D'après un rapport publié le 19 avril par les cinq principaux instituts allemands de conjoncture « Les perspectives de l'économie allemande sont excellentes » [8] : croissance de 2,4% en 2007 et 2008, après 2,7% en 2006, chômage passant au-dessous de la barre des 4 millions de personnes pour n'atteindre "que" 3,5 millions en 2008, ce qui ramènerait le taux de chômage de 10,6% en 2006 à 8% en 2008, déficit des finances publiques réduit à 1,5% en 2008, etc.

Il est vrai que les firmes allemandes utilisent des moyens originaux pour éviter les suppressions d'emplois. Deutsche Telekom par exemple a proposé à ses salariés une baisse des salaires de 12 % sur 30 mois en échange d'une garantie de l'emploi jusqu'en 2010, accompagnée d'un allongement de la durée du travail de 34 à 38 heures.

Gageons que le Medef attend sans doute la victoire de Sarkozy pour faire adopter ce modèle aux entreprises françaises.

Bravo l'Europe !

La capitalisation des Bourses européennes, y compris celles de la "nouvelle Europe" et de la Russie, a atteint à la fin du mois de mars 11.769 milliards d'euros (15.720 milliards de dollars), dépassant ainsi pour la première fois la capitalisation des États-Unis, estimée à 15.640 milliards de dollars. D'après une étude de Thomson Financial [9], qui

révèle ces chiffres, la perte de vitesse des marchés américains serait due à la hausse de l'euro, à la croissance des Bourses de l'Europe de l'Est mais aussi au retrait de la Bourse d'entreprises fuyant la réglementation Sarbanes-Oxley, mise en place après le scandale Enron et jugée trop contraignante ! Autrement dit, ces entreprises s'apprêtent à truander en Europe où la réglementation est plus laxiste.

[1] Le Monde, 19/04/07

[2] Le Monde, 27/03/07

[3] Le Monde, 14/04/07

[4] Le Monde, 17/03/07

[5] Le Monde, 4/04/07

[6] Le Monde, 6/04/07

[7] Le Monde, 4-5/03/07

[8] Le Monde 8/04/07

[9] Financial Times, 3/04/07